

**Copie certifiée
conforme à l'original**

DECISION N°093/2025/ARCOP/CRS DU 26 MAI 2025 PORTANT LEVEE DE LA SUSPENSION DES OPERATIONS DE PASSATION ET D'APPROBATION DE LA CONSULTATION OUVERTE N°OT 02/2025 RELATIVE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DES LOCAUX DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE SIS A LA RIVIERA BONOUMIN

LE COMITE DE RECOURS ET SANCTIONS STATUANT EN MATIERE DE DIFFERENDS OU DE LITIGES ;

Vu l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics ;

Vu l'ordonnance n°2025-32 du 15 janvier 2025 déterminant les attributions, l'organisation, la composition et le fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) et, modifiant l'ordonnance n°2018-594 du 27 juin 2018 portant création, organisation et fonctionnement de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2020-409 du 22 avril 2020 fixant les modalités de saisine et les procédures d'instruction, de prise de décision et d'avis des organes de recours non juridictionnels de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret 2024-200 du 05 avril 2024 portant nomination du Secrétaire Général de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret n°2024-1183 du 19 décembre 2024 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret 2025-52 du 16 Janvier 2025 portant nomination du Président de l'Autorité Nationale de Régulation des Marchés Publics ;

En présence de Madame BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE, Présidente du Comité, de Madame FIAN Adou Rosine et de Messieurs BAKAYOKO Daouda, KOFFI Eugène, NAHI Pregnon Claude et OUATTARA Dognimé Adama, membres ;

Assistés de Docteur OUATTARA Oumar, Secrétaire Général, rapporteur ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par correspondance réceptionnée le 02 mai 2025, enregistrée sous le numéro 1263 au Secrétariat Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP), l'ARCOP a été ampliatrice du recours gracieux de l'entreprise ETS ACENA introduit le même jour auprès de la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, à l'effet de contester les résultats de la consultation ouverte n°OT02/2025 relative aux travaux de réhabilitation des locaux du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique sis à la Riviera Bonoumin ;

Qu'aux termes de son recours gracieux, l'entreprise ETS ACENA conteste les résultats de la consultation ouverte au motif qu'il ressort du rapport d'analyse que certaines offres ont été jugées d'office non-conformes, parce que considérées comme étant anormalement élevées, car s'agissant d'une Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO), les offres ne peuvent atteindre le montant de cent millions (100 000 000) FCFA, de sorte que celles excédant ce plafond, ont été écartées d'office ;

Aussi fait-elle remarquer que le montant des seuils des offres anormalement basses et élevées figurant dans le rapport doit être revu ;

En outre, elle note l'absence de signature du rapport d'analyse et du procès-verbal de jugement qui lui ont été transmis, ce qui laisse planer un doute sur l'authenticité de ces documents, bien que ceux-ci auraient été générés par voie électronique ;

Considérant que par correspondance n°744/ARCOP/SG/DCC en date du 06 mai 2025, le Secrétaire Général de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique (ARCOP) a rappelé à la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, la suspension des opérations de passation et d'approbation de la consultation ouverte n°OT02/2025, résultant du recours gracieux ;

Considérant qu'aux termes de l'article 144 de l'ordonnance n°2019-679 du 24 juillet 2019 portant Code des marchés publics, « **Les candidats et soumissionnaires justifiant d'un intérêt légitime ou s'estimant injustement lésés des procédures soumises aux dispositions du présent Code, peuvent introduire un recours formel préalable à l'encontre des décisions rendues, des actes pris ou des faits, leur causant préjudice, devant l'autorité qui est à l'origine de la décision contestée.**

Ce recours peut porter sur la décision d'attribuer ou de ne pas attribuer le marché, sur les conditions de publication des avis, les règles relatives à la participation des candidats et aux capacités et garanties exigées, le mode de passation et la procédure de sélection retenus, la conformité des documents d'appel d'offres, les spécifications techniques retenues, les critères d'évaluation. Il doit invoquer une violation caractérisée de la réglementation en matière de marchés publics.

Une copie de ce recours est adressée à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics et à l'organe de régulation qui rappelle par courrier à l'autorité contractante le caractère suspensif de la procédure engagée.

Le recours préalable peut être exercé par tout moyen approprié, y compris par moyen de communication électronique. Il doit être exercé dans les sept (7) jours ouvrables de la publication ou de la notification de la décision, ou de l'acte ou de la survenance du fait contesté.

Ce recours a pour effet de suspendre la procédure d'attribution. La suspension est levée par décision de l'organe de régulation.

En l'absence de décision rendue par l'autorité à l'origine de la décision contestée dans les cinq (5) jours ouvrables à compter de sa saisine, la requête est considérée comme rejetée. Dans ce cas, le requérant peut saisir l'organe de régulation. » ;

Qu'en outre, aux termes de l'article 145.1 dudit Code, « **La décision rendue, au titre du recours prévu à l'article précédent, peut faire l'objet d'un recours effectif devant l'organe de régulation dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la publication ou de la notification de la décision faisant grief** ».

Qu'en l'espèce, l'entreprise ETS ACENA a saisi le 02 mai 2025, la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique à l'effet de contester les résultats de la consultation ouverte n°OT02/2025 ;

Que l'autorité contractante qui disposait d'un délai de cinq (5) jours ouvrables expirant le 09 mai 2025 pour répondre au recours gracieux de l'entreprise ETS ACENA, l'a rejeté le 05 mai 2025, soit le premier (1^{er}) jour ouvrable qui a suivi ;

Que de son côté, l'entreprise ETS ACENA qui disposait d'un délai de cinq (5) jours ouvrables expirant le 12 mai 2025, a par correspondance en date du 08 mai 2025, informé l'autorité contractante de la renonciation à son recours gracieux, avec ampliation à l'Autorité de régulation ;

Qu'il s'ensuit que la suspension de la procédure de passation, consécutive à son recours gracieux, ne se justifie plus ;

Qu'il convient par conséquent, de lever la suspension des opérations de passation et d'approbation de la consultation ouverte n°OT02/2025 relative aux travaux de réhabilitation des locaux du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique sis à la Riviera Bonoumin ;

DECIDE:

- 1) La suspension des opérations de passation et d'approbation de la consultation ouverte n°OT02/2025 relative aux travaux de réhabilitation des locaux du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique sis à la Riviera Bonoumin, est levée ;
- 2) Le Secrétaire Général de l'ARCOP est chargé de notifier à l'entreprise ETS ACENA et à la Direction Administrative et Financière du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, avec ampliation à la Présidence de la République et à Monsieur le Ministre des Finances et du Budget, la présente décision qui sera publiée sur le Portail des marchés publics et insérée dans le Bulletin Officiel des Marchés Publics à sa prochaine parution.

LA PRESIDENTE

BAMBA Massanfi épouse DIOMANDE